

**Assemblée générale**

Distr. générale  
12 juin 2013  
Français  
Original : russe

**Soixante-septième session**

Point 34 de l'ordre du jour

**Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM  
et leurs incidences sur la paix et la sécurité internationales  
et sur le développement****Lettre datée du 10 juin 2013, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de la Fédération de Russie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la communication du Ministre des affaires étrangères de la République d'Abkhazie, V. Chiribka, relative au projet de résolution de la soixante-septième session de l'Assemblée générale, intitulé « Situation des déplacés et réfugiés d'Abkhazie (Géorgie) et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud (Géorgie) ».

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la soixante-septième session de l'Assemblée générale.

(Signé) V. Churkin



**Annexe à la lettre datée du 10 juin 2013 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Communication du Ministre des affaires étrangères de la République d'Abkhazie aux membres de l'Assemblée générale**

[Original : anglais]

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur le fait que la Géorgie a l'intention de présenter le 13 juin 2013 à l'Assemblée générale, comme elle le fait chaque année, son projet de résolution intitulé « Situation des déplacés et réfugiés d'Abkhazie (Géorgie) et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud (Géorgie) ».

Par cette initiative, Tbilissi cherche essentiellement à faire en sorte que la communauté internationale appuie ses revendications sur les Républiques d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, qui sont complètement illégitimes et infondées en droit international.

Avant l'entrée de la Géorgie dans l'Organisation des Nations Unies en 1992, le Gouvernement et le Parlement abkhazes avaient lancé un appel au Secrétaire général de l'ONU pour dissuader l'Organisation de reconnaître l'intégrité territoriale de la Géorgie à l'intérieur des frontières de l'ex-République soviétique de Géorgie, dans la mesure où, à l'époque déjà, un conflit territorial de nature juridique opposait la République d'Abkhazie à la République de Géorgie, cette dernière revendiquant le territoire de la première. À l'époque, l'Abkhazie avait exercé son droit à l'autodétermination et donc à l'indépendance vis-à-vis de la Géorgie, conformément à la loi soviétique du 3 avril 1990 sur le règlement des questions liées à la sécession d'une république fédérée de l'Union soviétique.

L'adoption d'un document politique à caractère international, quel qu'il soit, même s'il n'est pas juridiquement contraignant, devrait donner lieu à un examen attentif de l'ensemble des faits et arguments avancés par toutes les parties intéressées.

L'appel lancé par la Géorgie aux participants aux discussions internationales de Genève afin qu'ils redoubtent d'efforts pour établir une paix durable et qu'ils s'engagent à renforcer les mesures de confiance semble être en contradiction avec le refus catégorique opposé par Tbilissi à la proposition de signer un accord juridiquement contraignant sur le non-recours à la force contre les Républiques d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud.

Le retour de toutes les personnes déplacées dans leurs foyers d'origine ne peut s'effectuer s'il risque d'entraîner une reprise des hostilités. Le principe de non-refoulement (mentionné à l'article 33 de la Convention relative au statut des réfugiés, qui interdit l'expulsion et le refoulement) devrait avoir le même poids que le droit au retour dans le cadre du conflit abkhazo-géorgien. Ce sont les préoccupations de la population hôte suscitées par l'accueil d'un nombre important de réfugiés géorgiens sans prise en compte des conséquences de ces retours massifs au plan économique, politique et de la sécurité, qui devraient prévaloir.

La Géorgie ne cesse de gonfler le nombre de réfugiés et reçoit ainsi, à ce titre, une aide internationale conséquente. En vertu de l'article 34 de la Convention relative au statut des réfugiés, la responsabilité de promouvoir la réintégration sociale des déplacés vivant sur son territoire devrait lui incomber.

Le problème des réfugiés ne saurait être utilisé comme un instrument de pression politique. Nous sommes convaincus que l'initiative de la Géorgie est contre-productive et ne fait que compliquer la situation dans la région, retarder le règlement des problèmes humanitaires existants et continuer de saper la confiance entre l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et la Géorgie, empêchant le règlement des questions touchant aux réfugiés.

La partie abkhaze est convaincue que les tentatives de la Géorgie de soumettre à l'Assemblée générale une résolution politique et partisane nuisent aux efforts que font la communauté internationale et l'Abkhazie elle-même pour débattre des questions relatives à ce conflit dans le cadre des discussions internationales de Genève sur la sécurité et la stabilité dans le Caucase.

Il convient de mentionner le refus auquel se heurte invariablement la partie abkhaze lorsqu'elle demande à présenter sa propre position sur la question des réfugiés devant les membres de l'Assemblée générale.

Compte tenu de l'importance que revêtent la paix, la sécurité et la stabilité dans cette région, et de la nécessité de tenir compte des préoccupations de toutes les parties intéressées, pas seulement celles de la Géorgie, nous serions très reconnaissants aux gouvernements siégeant à l'Assemblée générale des Nations Unies de ne pas appuyer le projet de résolution présenté par la Géorgie cette année.

*(Signé)* V. Chiribka

## Pièce jointe

### **Les origines du conflit opposant la République d'Abkhazie à la République de Géorgie**

En 1810, l'Abkhazie rejoint de son propre gré l'Empire russe en tant que principauté autonome, indépendamment de la Géorgie. À la suite des guerres qui déchirent le Caucase dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, une grande partie de la population abkhaze quitte le territoire national qui devient un terrain de prédilection de la politique expansionniste de la Géorgie. Les cercles ultranationalistes géorgiens redoublent d'activité pour établir leur contrôle sur l'Abkhazie après l'éclatement de l'Empire russe. En mai 1918, la nouvelle République démocratique de Géorgie, appuyée par les troupes allemandes, occupe et annexe l'Abkhazie.

Le 31 mars 1921, après la mise en place du Gouvernement des Soviets, la naissance de la République socialiste soviétique d'Abkhazie est proclamée. Deux mois plus tard, les nouvelles autorités géorgiennes reconnaissent son indépendance.

La République socialiste soviétique d'Abkhazie prend part en tant qu'État souverain à la création de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, et ses représentants signent le traité portant création de l'Union en décembre 1922.

De février 1922 à février 1931, la République socialiste soviétique d'Abkhazie est liée à la République socialiste soviétique de Géorgie avec laquelle elle forme, sur un pied d'égalité, un État unique connu sous l'appellation de « République socialiste soviétique d'Abkhazie créée par traité ». Toutefois, en février 1931, sur ordre de Joseph Staline et contre la volonté du peuple abkhaze, ladite république est transformée en république autonome et intégrée à la République socialiste soviétique de Géorgie. Cette atteinte aux droits souverains de l'Abkhazie à laquelle est soustraite une part d'autonomie provoque l'indignation de la population qui proteste avec véhémence contre cette décision lors d'un rassemblement national.

En 1937, l'Abkhazie entre dans l'une des périodes les plus sombres de son histoire contemporaine. Le chef des services secrets du Gouvernement de Staline, Lavrenti Beria, sème la terreur et lance une vague de répression dans la République abkhaze afin d'anéantir son élite politique et intellectuelle. Une politique intensive de « géorgisation » est menée : l'alphabet géorgien est imposé à la place de l'écriture abkhaze, les lieux portant des noms abkhazes sont rebaptisés avec des noms géorgiens, l'enseignement se fait en géorgien, la population abkhaze se voit interdire de se référer à elle-même en tant que peuple. De 1937 à 1953, des dizaines de milliers de Géorgiens sont transférés en Abkhazie avec l'objectif de modifier la composition ethnique et démographique de sa population.

Après l'effondrement de l'URSS, le 23 juillet 1992, le Conseil suprême d'Abkhazie déclare le pays État souverain et sujet de droit international. Au même moment, le Parlement abkhaze invite les dirigeants géorgiens à entamer des négociations en vue d'établir des relations sur un pied d'égalité, dans le cadre d'un accord fédéral.

En guise de réponse, la Géorgie lance une guerre d'agression contre l'Abkhazie, qui dure 13 mois. Plus de 7 000 morts sont dénombrés et 200 000 à 250 000 personnes (sur les 550 000 que comptait le pays avant la guerre) deviennent des réfugiés. En septembre 1993, les forces abkhazes remportent une victoire

décisive sur les troupes géorgiennes et le pays recouvre son statut de nation à part entière.

Le 14 mai 1994, à l'issue des pourparlers entre l'Abkhazie et la Géorgie, conduits sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, l'Accord de cessez-le-feu et de séparation des forces est signé à Moscou.

Depuis juin 1994, les Forces collectives de maintien de la paix de la Communauté d'États indépendants (CEI) sont déployées dans la zone de conflit en vertu de cet accord et de la décision prise ultérieurement par le Conseil des chefs d'État de la CEI. Le Conseil de sécurité de l'ONU a créé la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG).

En 1994, se crée le Groupe d'amis du Secrétaire général pour la Géorgie, auquel participent la Fédération de Russie, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et les États-Unis d'Amérique.

Le 19 janvier 1996, le Conseil des chefs d'État de la CEI adopte une décision relative aux mesures de règlement du conflit en Abkhazie, qui impose des restrictions sur le commerce, les relations économiques et financières, les transports et d'autres opérations avec l'Abkhazie. Il s'agit, de cette façon, de soumettre l'Abkhazie à un réel blocus afin de l'amener à céder aux exigences de la Géorgie.

Les 6 et 7 mars 2003, une réunion se tient à Sotchi entre Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie, et Édouard Chevardnadze, Président de la Géorgie, à laquelle la partie abkhaze est représentée. Trois groupes de travail comptant des participants russes, géorgiens et abkhazes sont constitués pour traiter respectivement des questions suivantes : a) le retour des réfugiés et des déplacés dans la région de Gal; b) le rétablissement de la liaison ferroviaire directe Sotchi-Soukhoumi-Tbilissi; et c) la réfection des installations hydroélectriques sur l'Ingouri.

Toutefois, les travaux poursuivis dans ces directions s'interrompent après l'arrivée au pouvoir de Mikheil Saakashvili en Géorgie. Le 18 juin 2006, le Parlement géorgien adopte une déclaration selon laquelle les activités des soldats de la paix en Abkhazie et en Ossétie du Sud représentent l'un des obstacles majeurs au règlement pacifique du conflit. Dans cette optique, le Gouvernement géorgien est chargé de préparer la fin des opérations de maintien de la paix en Abkhazie et en Ossétie du Sud, de suspendre les traités internationaux applicables et les activités des organismes, et de retirer immédiatement les contingents de la CEI (Forces collectives de maintien de la paix) de Géorgie.

En juillet 2006, la situation se détériore en Abkhazie, dans la haute vallée de la Kodori où, en violation de l'Accord de Moscou de 1994, des unités de l'armée et de la police géorgienne sont déployées. Le 13 avril 2007, le Conseil de sécurité adopte la résolution 1752 (2007) dans laquelle il souligne le rôle stabilisateur que joue la force de maintien de la paix de la CEI, et il engage la partie géorgienne à veiller à ce que la situation dans la haute vallée de la Kodori aille dans le sens de l'Accord de Moscou de 1994 et à établir sans retard la version définitive de l'ensemble de documents sur le non-recours à la violence et le retour des réfugiés et personnes déplacées.

Ignorant les dispositions de la résolution 1752 (2007) du Conseil de sécurité, la partie géorgienne continue de renforcer sa présence militaire et policière dans la haute vallée de la Kodori, portant ses forces à 2 500 hommes en août 2008, avec l'objectif de préparer une autre attaque en Abkhazie.

Entre août 2007 et mars 2008, la MONUG enregistre la présence de 26 drones au-dessus du territoire abkhaze, qui effectuent des vols de reconnaissance en violation de l'Accord de Moscou de 1994 et des résolutions du Conseil de sécurité.

De ce fait, la partie géorgienne bloque le processus de négociation et rend impossible la conclusion d'un accord garantissant à l'Abkhazie la sécurité et un développement social et économique normal, et apportant des solutions aux problèmes les plus urgents qui se posent à sa population.

Dans ce contexte, le 6 mars 2008, le Ministère russe des affaires étrangères adresse une note officielle au Comité exécutif de la CEI dans laquelle il déclare que, compte tenu du changement de situation, il ne se considère plus tenu de respecter les dispositions de la décision relative aux mesures de règlement du conflit en Abkhazie (Géorgie), adoptée par le Conseil des chefs d'État de la CEI le 19 janvier 1996, qui interdit le commerce, les relations économiques et financières, les transports et d'autres opérations avec l'Abkhazie. Avant cela, le Groupe d'amis du Secrétaire général pour la Géorgie avait recommandé à maintes reprises la levée des sanctions économiques contre l'Abkhazie. Dans sa résolution 1781 (2007) du 15 octobre 2007, le Conseil de sécurité appuie cette recommandation.

Lors de ses entretiens avec Mikheil Saakashvili, tenus le 6 juin 2008 à Saint-Petersbourg et le 6 juillet 2008 à Astana, le Président Dmitry Medvedev engage la Géorgie à signer avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud un accord sur le non-recours à la force assorti de garanties de sûreté, et à conclure un arrangement en vue du retrait des troupes et des forces de police géorgiennes de la haute vallée de la Kodori et d'un retour au calme dans cette zone.

La politique provocatrice de Tbilissi atteint son point culminant dans la nuit du 7 au 8 août 2008, durant laquelle la partie géorgienne déploie une opération militaire de grande envergure en Ossétie du Sud, usant d'armement et de matériel militaire lourds (avions, chars, obusiers et divers lance-roquettes), en dépit des assurances de ne pas recourir à la force, données quelques heures plus tôt par Mikheil Saakashvili. Le quartier général des Forces conjointes de maintien de la paix est violemment attaqué et les tirs visent les postes d'observation, les logements, les cimetières et le patrimoine culturel. Les obus frappent également les locaux de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dans lesquels se trouvent des observateurs. Le 8 août, les troupes géorgiennes entrent dans Tskhinval, la capitale de l'Ossétie du Sud.

Afin de repousser l'attaque géorgienne et de respecter ses engagements au titre de l'Accord de 1992, conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, la Fédération de Russie fait entrer ses troupes en Ossétie du Sud pour qu'elles portent assistance aux soldats russes du maintien de la paix. Le 12 août 2008, l'Ossétie du Sud ayant été libérée et les positions géorgiennes à partir desquelles son territoire était bombardé ayant été démantelées, Dmitry Medvedev, Président de la Fédération de Russie, décide de mettre un terme à l'opération, dont les objectifs ont été atteints. La sécurité des forces de maintien de la paix et de la population civile est rétablie.

Le 12 août, la partie abkhaze entreprend de reprendre le contrôle de la haute vallée de la Kodori, zone d'importance stratégique, en contraignant les formations armées géorgiennes à l'évacuer. Le 13 août, l'Abkhazie restaure sa souveraineté sur la vallée.

Le 25 août 2008, les deux Chambres de l'Assemblée fédérale de Russie adoptent à l'unanimité des déclarations appuyant l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, et elles recommandent au pouvoir exécutif de mettre en œuvre les procédures par lesquelles la Russie pourra reconnaître ces deux États, en réponse aux demandes officielles formulées par leurs autorités respectives.

Le 26 août 2008, Dmitry Medvedev, Président de la Fédération de Russie, signe les décrets portant reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud par la Fédération de Russie.

---